

Direction Risques Industriels
Unité inter-départementale de l'Aude et des Pyrénées-Orientales
Cellule Contrôles Techniques et Environnement Sud
2, rue Jean RICHEPIN
BP 60079
66050 PERPIGNAN Cedex

Perpignan, le 31/08/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/08/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CARRIERE OMYA Saki-Coume-Roujou

Chemin du Mas Fages - BP 3
66600 Salses-le-Château

Réf : 2023-122-PR

Codes AIOT : 0006601535 - 0100012827 - 0100012828

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/08/2023 sur les 3 carrières exploitées par la société OMYA dites « Saki-Coume-Roujou », « Télévision » et « Montpeyroux » implantées sur les communes de Tautavel et Vingrau. L'inspection a été annoncée le 03/07/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Au cours d'une précédente inspection réalisée le 17/01/2023 dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles des ICPE, 6 faits non-conformes ont été relevés, ce qui a conduit à proposer au préfet de prendre un arrêté mettant en demeure la société OMYA de se mettre en conformité sous un délai de 4 mois. L'arrêté de mise en demeure a été signé le 21/02/2023.

La présente inspection, programmée après l'échéance de l'arrêté de mise en demeure, a pour objet de vérifier, par sondage, que les différents faits non-conformes ont bien été corrigés.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERE OMYA Saki-Coume-Roujou
- lieux-dits « La Loubatière », « Trabesse de la Serre d'Espira », « Roc de Lallane », « La Feyche » et « Coume Roujou » 66600 Vingrau
- Code AIOT : 0006601535
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les 3 carrières exploitées par la société OMYA sur les communes de TAUTAVEL et de VINGRAU sont des exploitations de calcaire blanc destinée à la production de charges minérales pour l'industrie. Les trois sites d'extraction de « Saki Coume Roujou », « Télévision » et « Montpeyroux », sont séparés l'un de l'autre, mais historiquement ont été réunis dans une seule autorisation délivrée initialement par l'arrêté préfectoral n°2872 du 04/11/1994, pour une durée de 30 ans (soit jusqu'en 2024).

Cette autorisation a été renouvelée séparément pour les 3 sites, pour une durée de 15 ans, par les arrêtés respectivement n°2023 041-0001, n°2023 041-0002, n°2023 041-0003 du 10/02/2023.

Les autorisations portent sur une production globale maximale annuelle de 450.000 tonnes hors stériles et une production moyenne de 300.000 tonnes/an (calculée sur 10 années glissantes).

Se trouve également sur le site, à proximité de la carrière de Saki-Coume-Roujou, l'installation de premier traitement de matériaux qui a été autorisée par un arrêté séparé (n° 2873/94) mais de même date. Les prescriptions applicables à l'installation de traitement ont été mises à jour par l'arrêté du 10/08/2011 qui a supprimé les prescriptions des actes antérieurs et qui constitue l'acte administratif de référence. À noter également pour cette installation de traitement, que le bénéfice des droits acquis a été acté par courriers préfectoraux du 04/12/2013 pour les rubriques n° 2515-1b et n° 2517-2 sous le régime de l'enregistrement.

Les 3 carrières à ciel ouvert sont exploitées en fouille sèche avec reprise des matériaux abattus à l'explosif par des engins mécaniques lourds.

Les produits extraits pour la fabrication de carbonates, destinés à l'industrie et au marché des amendements agricoles, sont :

- soit traités dans une unité fixe de concassage-criblage de Vingrau pour ceux issus des zones de Coume-Roujou, de la Télévision et une partie de Montpeyroux puis transportés par camions jusqu'à l'usine de fabrication des carbonates sur Salses le Château.
- soit traités dans une unité mobile de concassage-criblage pour la deuxième partie de ceux Montpeyroux puis transportés par camions jusqu'à l'usine de fabrication des carbonates sur Salses le Château.

Les stériles et matériaux dont la qualité ne permet pas une utilisation en tant que charges minérales, sont valorisés dans une unité de concassage-criblage mobile, directement dans la zone d'exploitation ; ils sont ensuite pris en charge par la société Vaills qui les valorise sur le marché des granulats pour l'emploi sur chantiers de viabilité.

Les 3 carrières sont concernées par :

- la rubrique 2510-1 « exploitation de carrière » pour une capacité maximale de 450.000 t/an (régime d'autorisation) ;
- la rubrique 2515-1 installation de broyage concassage criblage... pour une puissance de 482 kW (régime d'enregistrement).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- récolement des faits non-conformes constatés lors de l'inspection du 17/01/2023.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La visite de terrain a porté sur :

- le nettoyage de la plateforme engin et l'accès au débourbeur / déshuileur ;
- le nettoyage du fond de la fosse de l'aire de lavage ;
- la vérification de l'aménagement de la 2ème aire de ravitaillement ;
- l'aménagement du bassin de rétention en aval de la verse de télévision ;
- le réaménagement du fossé périphérique au sud de la verse de télévision ;
- l'aménagement de la plateforme au sommet de la verse de télévision ;
- l'exutoire d'écoulement des eaux pluviales sur le sommet de la verse de télévision ;
- l'aménagement de la verse de Montpeyroux.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

La fiche de constats suivante fait l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.2.2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Lettre de suite préfectorale	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1-I	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
3	Gestion et suivi des zones de stockage – aménagement et entretien	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
4	Plan de gestion des déchets – mesures de prévention	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
5	Plan de gestion des déchets – surveillance	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
6	Plan de gestion des déchets – remise en état	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater que 5 faits non-conformes sur 6 ont été corrigés et les points de contrôle sont considérés comme soldés.

Pour le point de contrôle nécessitant des compléments de travaux, les mesures prises par l'exploitant apparaissent insuffisantes au regard des exigences de la réglementation. L'exploitant s'est engagé à finaliser les opérations de mise en conformité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1-I
Thème(s) : Risques chroniques, ravitaillement et entretien des engins
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I. Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Article 4.3.2. APC n°2011 222-0005 du 10/08/11 « Eaux issues de l'aire de lavage des engins » Les eaux récupérées sur l'aire de lavage des engins sont dirigées vers un séparateur d'hydrocarbures équipé d'un débourbeur et d'un filtre coalesceur avant de rejoindre le milieu naturel. Article 2.1.1. APC n°2011 222-0005 du 10/08/11 « Consignes d'exploitation » L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.[...] Article 3.1.1. APC n°2011 222-0005 du 10/08/11 « Dispositions générales » [...] Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté. [...]
Non-conformités à corriger suite à l'inspection initiale du 17/01/2023 : <ol style="list-style-type: none">1) arrêt de l'utilisation de la 2ème aire utilisée pour le ravitaillement des engins tant qu'elle n'aura pas été mise en conformité avec les dispositions réglementaires ;2) mettre à jour les documents de suivi des opérations de nettoyage du débourbeur pour permettre une traçabilité des opérations, y compris la justification de l'élimination des déchets ;3) tenir en bon état de propreté l'aire principale de ravitaillement des engins et les bouches d'accès au décanteur afin que ces dispositifs puissent assurer leur fonction ;4) mettre à jour la consigne de ravitaillement des engins les plus mobiles (engins à pneus de type chargeuses, tombereaux et citerne arroseuse) et des engins les moins mobiles (engins à chenilles) en cohérence avec les engagements de l'étude d'impact ;5) fixer dans une consigne d'exploitation les contrôles à effectuer sur le dispositif de traitement des effluents de l'aire de ravitaillement des engins.
Réponse de l'exploitant du 20/06/2023 : Point 1 : Première action: Ne plus utiliser l'aire le temps de la mettre en conformité. Mise en conformité: <ul style="list-style-type: none">• Création d'un système de retenu temporaire en cas d'égouttures (pente vérifiée, raccordement effectué afin de récupérer les égouttures éventuelles, et création d'une zone de rétention sous les anciennes cuves fioul => fait au 2 Mai 2023 (Cf. Annexe 1)• Finalité : mettre en place un débourbeur/déshuileur, attente retour fournisseurs, délai fin Juillet. Point 2 : Gestion du Débourbeur/Déshuileur : 1/ Mise en place d'une consigne de vérification de l'obturateur 1 fois par mois avec contrôle visuel des rejets et stockages aqueux (voir "consignes environnement" en Annexe 2) 2/ Un système automatisé de surveillance sera mis en place - ce délai a pour but de faire les deux débourbeurs en même temps. Élimination des déchets: L'intervention est planifiée dans SAP tous les 2 ans - répondant ainsi à l'AMPG 2515 E. La gestion des déchets est gérée par la société en charge, le suivi des déchets se fera dans Trackdéchets (CF. planification dans SAP en annexe 13).

<p>Point 3 :</p> <p>1/ Nettoyage des trappes d'accès au débourbeur et de l'aire de lavage (fait le 23/03, voir Annexe 3)</p> <p>2/ Inclusion dans la routine environnement le nettoyage de l'aire de lavage (Annexe 2)</p> <p>3/ Intégration du contrôle visuel du fond de la fosse de lavage dans la routine environnement (voir annexe 2), suivi de l'intervention dans SAP, et suivi des déchets dans Trackdéchets.</p> <p>Point 4 :</p> <p>Mise à jour des consignes de ravitaillement de manière cohérente avec l'étude d'impact du dossier de demande d'autorisation (Annexe 4)</p> <p>Sensibilisation de l'ensemble du personnel concerné le 31/05 (Annexe 5)</p> <p>Point 5 :</p> <p>Une routine environnement a été mise en place et comprend la description des tâches à effectuer selon une échéance définie pour chacune (Annexe 2)</p> <p>Constats VI du 30/08/2023 :</p> <p>Constat de la mise en conformité de l'aire des anciennes cuves à fioul, du nettoyage des trappes d'accès au débourbeur et de l'aire de lavage...</p> <p>Vérification le jour de la visite du bon fonctionnement de l'obturateur automatique et du remplissage du registre de suivi.</p> <p>Les mises à jour des consignes n'appellent pas d'observation de l'inspection.</p> <p>Point de contrôle considéré comme soldé.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suites</p>

N° 3 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux de ruissellement des zones de stockage des déchets inertes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit s'assurer que les installations « zones de stockage des déchets d'extraction inertes » ne génèrent pas de détérioration de la qualité des eaux. L'exploitant doit procéder, si l'étude d'impact en montre la nécessité, au traitement et au recyclage des eaux de ruissellement des installations de stockage des déchets et des terres non polluées.</p> <p>Non-conformités à corriger suite à l'inspection initiale du 17/01/2023 :</p> <ul style="list-style-type: none"> 6) Justifier les conditions de gestion des eaux pluviales au niveau de la verse de Télévision (internes et externes au site) ; 7) mettre en conformité les ouvrages de collecte et de traitement des eaux pluviales : 8) fixer dans une consigne d'exploitation les contrôles à effectuer sur les dispositifs de collecte et de traitement des eaux pluviales internes et externes. <p>Réponse de l'exploitant du 20/06/2023 :</p> <p>Point 6 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mise à jour du plan d'écoulement des eaux de ruissellement sur la verse Télévision (Annexe 6). • Mise à jour de la partie "Eaux" du plan de gestion des déchets qui précise les enjeux de la gestion des eaux au niveau de la verse Télévision (voir Plan de Gestion des Déchets) <p>Point 7 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Un devis pour refaire le fossé sur la verse de TV a été réalisé (Annexe 7), début des travaux de réfection le 01/06/2023 (Annexe 8) • La végétation en place permet de stabiliser le terrain et une meilleure infiltration des eaux, elle ne sera enlevée que si elle réduit de façon trop importante la surface du bassin au pied de la verse Télévision, la routine environnement permet d'évaluer cela (Annexe 2). • Un exutoire sera prévu et dimensionné pour des pluies décennales d'ici fin juillet pour le bassin au pied de la verse Télévision

<p>Point 8 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une routine de contrôle a été mise en place pour le bassin au pied de la verse Télévision ainsi que les différents fossés d'écoulement (Annexe 2) • Le point de prélèvement à la sortie du débourbeur/déshuileur sera déplacé en amont de la buse au niveau de la piste principale pour s'assurer qu'il ne concerne aucune eau de ruissellement (Annexe 6) • Illustration sur la carte des écoulements le fait que les eaux rejetées ne le sont pas à l'extérieur du site => infiltration évaporation en fond de fosse, donc pas de pollution du milieu extérieur en cas de pluie (Annexe 6)
<p>Constats VI du 30/08/2023 :</p> <p>Constat de la réalisation des travaux de profilage sur le sommet de la verse et de la reconstitution du fossé périphérique sur la rive droite du ravin « Correc de les Nau Bouques ».</p> <p>Les travaux prévus sur le bassin de rétention n'ont pas démarré.</p> <p>L'exploitant confirme que l'étude d'incidence jointe à la demande d'autorisation (version finale datée du 17/12/2021) ne comprend pas de dimensionnement des ouvrages nécessaires à la gestion des eaux pluviales sur le bassin versant de la verse de Télévision, seul bassin dont les eaux ne sont pas captées par les fosses d'extraction.</p> <p>De ce fait l'exploitant ne peut justifier du dimensionnement du bassin de rétention de la verse de Télévision et des ouvrages permettant de canaliser les eaux de ruissellement internes et externes au site.</p> <p>Ce point de contrôle ne peut être considéré comme soldé.</p> <p>Écart à corriger :</p> <p>L'exploitant doit réaliser une étude complémentaire par un hydrogéologue afin de définir les conditions de gestion des eaux pluviales internes et externes sur le bassin versant de la verse de Télévision et le ravin « Correc de les Nau Bouques » et en suivant finaliser les travaux de mise en conformité.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 4 mois

N° 8 : Gestion et suivi des zones de stockage – aménagement et entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Autre, Gestion et suivi des zones de stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution.</p>
<p>Non-conformités à corriger suite à l'inspection initiale du 17/01/2023 :</p> <ol style="list-style-type: none"> 9) justifier que les conditions de mises en œuvre des produits et de constitution des versers respectent les recommandations de l'étude de stabilité et de l'étude des dangers ; 10) mettre à jour la consigne de déchargement des produits en cohérence avec les dispositions prévues dans l'étude de stabilité 11) rappeler les consignes aux employés et s'assurer que ces consignes sont respectées ; 12) rétablir l'écran paysager en amont de la verse de Montpeyroux par rapport au hameau du pas de l'échelle.
<p>Réponse de l'exploitant du 20/06/2023 :</p> <p>Point 9 :</p> <p>L'historique des documents déposés et des actions entreprises sur la verse Télévision qui justifient sa stabilité sont disponibles en Annexe 9</p> <p>Point 10 :</p> <p>Établissement d'une consigne claire pour le déchargement des matériaux mis en verse (Annexe 10)</p>

<p>Point 11 :</p> <p>Communication et échange avec l'ensemble du personnel sur la procédure de la mise en verse le 03/04/2023 (Annexe 11)</p> <p>Point 12 :</p> <p>Remodelage du talus en face du Pas de l'Echelle prévu en juin (devis en Annexe 7), pour se conformer aux plans de réhabilitation prévus dans l'étude d'impact. Des matériaux stériles ont été apportés en mars pour matérialiser la banquette définitive (Annexe 12)</p>
<p>Constats VI du 30/08/2023 :</p> <p>L'examen de l'historique des documents concernant la verse de Télévision montre quelques divergences lors de la rehausse de la verse par rapport à ce qui était prévu initialement dans l'étude de stabilité ANTEA GROUP de novembre 2012. L'exploitant a justifié ces écarts et les aménagements correctifs réalisés afin de renforcer la stabilité de la verse.</p> <p>L'exploitant confirme que les recommandations de l'étude ANTEA GROUP seront respectées pour la poursuite de la constitution de la verse.</p> <p>La visite de terrain sur la verse de Télévision n'a pas amené d'observation particulière de l'inspection, excepté sur la question de la gestion des eaux pluviales internes et externes au site (cf point de contrôle précédent).</p> <p>La consigne de déversement des matériaux n'appelle pas de commentaire de la part de l'inspection.</p> <p>Point de contrôle considéré comme soldé.</p> <p>Concernant la verse de Montpeyroux, l'inspection a pu constater le démarrage des travaux pour constituer l'écran paysager mais les matériaux mis en stock au sommet n'ont pas été remodelés. L'inspection rappelle qu'une des mesures de réduction de l'impact paysager que l'exploitant s'est engagé à mettre en œuvre pendant l'exploitation, consiste en la rehausse de la verse de Montpeyroux permettant une meilleure efficacité de l'écran paysager que cette verse représente. Suivant cet engagement l'exploitant devrait en priorité constituer l'écran paysager pour chaque palier de la rehausse, avant de procéder à la rehausse en aval de l'écran par rapport au pas de l'Echelle..</p> <p>Ce principe n'étant cependant pas repris dans l'autorisation ni clairement définit dans le dossier de demande, il n'est pas considéré comme un point non-conforme.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suites</p>

N° 14 : Plan de gestion des déchets – mesures de prévention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Autre, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> -en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
<p>Non-conformités à corriger suite à l'inspection initiale du 17/01/2023 :</p> <p>Le PGD doit être complété afin de décrire la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, notamment pour ce qui concerne la gestion des eaux de ruissellement, les poussières et le paysage, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement.</p>
<p>Réponse de l'exploitant du 20/06/2023 :</p> <p>Le PGD a été complété avec les éléments demandés.</p> <p>Les surveillances proposées ont été récapitulées dans un tableau de synthèse.</p> <p>Les modalités de stockage et les éléments essentiels de l'étude d'incidence concernant le réaménagement des verses ont été intégrées au document.</p>

Constats VI du 30/08/2023 : Les compléments apportés au PGD qui s'inspire du modèle proposé par la profession n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection. Point de contrôle considéré comme soldé.
Type de suites proposées : Sans suites

N° 15 : Plan de gestion des déchets – surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Autre, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
Non-conformités à corriger suite à l'inspection initiale du 17/01/2023 : Le PGD doit être complété afin d'y intégrer les procédures de contrôle et de surveillance proposées.
Réponse de l'exploitant du 20/06/2023 : Les surveillances proposées ont été complétées dans le tableau récapitulatif, les modalités de stockage intégrées au document.
Constats VI du 30/08/2023 : Cf point de contrôle précédent ; les compléments apportés au PGD qui s'inspire du modèle proposé par la profession n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection. Point de contrôle considéré comme soldé.
Type de suites proposées : Sans suites

N° 16 : Plan de gestion des déchets – remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Autre, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;
Non-conformités à corriger suite à l'inspection initiale du 17/01/2023 : Les éléments du PGD sont insuffisantes. Le PGD doit reprendre les engagements de l'étude d'incidence concernant le réaménagement des zones de stockage des déchets et précisant la planification du réaménagement en cohérence avec le plan de phasage et de remise en état.
Réponse de l'exploitant du 20/06/2023 : Les éléments essentiels de l'étude d'incidence concernant le réaménagement des versos ont été intégrés dans le plan de gestion des déchets.
Constats VI du 30/08/2023 : Cf point de contrôle précédent ; les compléments apportés au PGD qui s'inspire du modèle proposé par la profession n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection. Point de contrôle considéré comme soldé.
Type de suites proposées : Sans suites